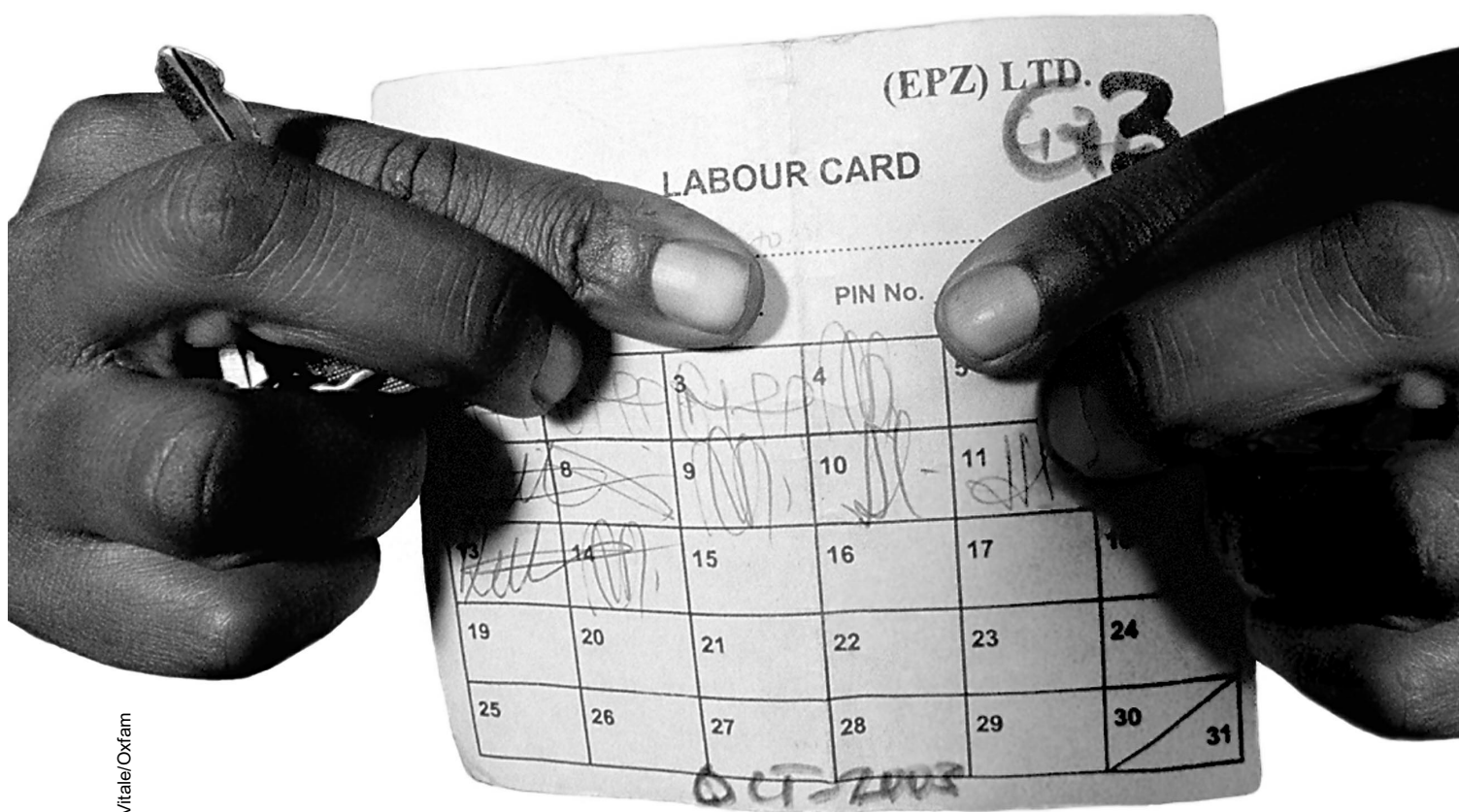


LA MARCHANDISATION DE NOS DROITS

Le travail des femmes dans la chaîne d'approvisionnement mondialisée



Ami Vitale/Oxfam

**POUR UN
COMMERCE
ÉQUITABLE**
www.pouruncommerceequitable.com



RESUME

DU RAPPORT D'OXFAM INTERNATIONAL
Trading Away our Rights - 2004

Resumé

“En tant que travailleuse temporaire, je ne reçois ni primes, ni congés payés, ni indemnités de licenciement. Je suis à la recherche d’un logement afin de pouvoir réunir tous mes enfants; je voudrais être une bonne mère et abriter mes enfants sous mon toit.”

Ragel cueille des fruits en Afrique du Sud pour l’exportation vers les supermarchés britanniques.

“Nous devons faire des heures supplémentaires jusqu’à minuit pour gagner un revenu décent. Je n’ose pas avoir d’enfants de crainte de ne pas être capable de les nourrir.”

Nong, 26 ans, coud des sous-vêtements pour Victoria’s Secret en Thaïlande.

Nous n’avons pas le droit d’être malade. Un jour, je ne me sentais pas bien et j’ai amené un certificat médical à mon employeur. Il m’a répondu par un avertissement écrit.

Zakia, 36 ans, coud des vêtements au Maroc pour la marque espagnole El Corte Inglés.

La globalisation a permis d’offrir un travail rémunéré à des millions de femmes dans les pays en développement. Aujourd’hui, les produits distribués par les supermarchés et les magasins de vêtements proviennent d’exploitations agricoles et d’entreprises industrielles situées dans le monde entier. A l’extrémité de leur chaîne d’approvisionnement, ce sont en majorité des femmes qui cueillent et emballent les fruits, cousent les vêtements et coupent les fleurs. Leur travail contribue de manière non négligeable à la croissance des exportations nationales. Leur emploi pourrait leur offrir les revenus, la sécurité et le soutien nécessaires pour les sortir, elles et leur famille, de la pauvreté. A l’inverse, ces femmes se voient systématiquement refuser la part des bénéfices de la mondialisation qui leur revient de droit.

Elles doivent se contenter de contrats à court terme, voire de pas de contrat du tout, et travaillent beaucoup pour peu d’argent, dans de mauvaises conditions. Elles sont forcées de travailler de longues journées afin de gagner assez pour vivre. La plupart d’entre elles n’ont pas droit à des congés de maladie ou de maternité, ne bénéficient que rarement d’assurances maladie ou d’indemnités de chômage, et disposent encore plus rarement d’économies pour bâtir l’avenir. Au lieu de soutenir le développement à long terme, le commerce renforce l’insécurité et la vulnérabilité de millions de femmes travailleuses.

La dure réalité à laquelle doivent faire face ces travailleuses souligne l’un des échecs les plus criants de l’actuel modèle de mondialisation. Les droits légaux des puissants groupes d’entreprises se sont énormément étendus au cours de vingt dernières années. Grâce à l’Organisation mondiale du commerce et aux accords commerciaux régionaux et bilatéraux, les entreprises transnationales jouissent désormais d’une protection mondiale sur les droits nouvellement introduits. En tant qu’investisseurs, ces mêmes entreprises bénéficient de protections juridiques à l’encontre d’un large éventail d’actions gouvernementales. Les droits des travailleurs ont, quant à eux, connu une évolution inverse. Et ce n’est pas un hasard si l’augmentation du nombre de travailleurs dits “flexibles” a été suivie d’une augmentation du nombre de femmes travailleuses, souvent migrantes. Avec, pour résultat, les droits des entreprises qui se sont renforcés alors que les droits et protections sociales des travailleurs se sont affaiblis; les femmes, particulièrement, en paient le coût social.

L’exploitation, qu’elle soit volontaire ou non, de la situation des travailleurs vulnérables fait partie intégrante des stratégies d’emplois qui régissent les chaînes d’appro-



visionnement mondialisées. Les personnes issues de groupes sociaux vulnérables ont bien entendu besoin d'un emploi pour échapper à la pauvreté et aux inégalités. Mais elles n'aboutiront à rien si leur vulnérabilité est exploitée par leurs employeurs pour les payer moins, les faire travailler plus dur et plus longtemps, et éviter de leur payer les indemnités auxquelles elles ont droit.

Il s'ensuit, dès lors, une mutation progressive mais fondamentale de la nature des véritables bénéficiaires de l'actuel modèle de mondialisation. Les avantages de la flexibilité, dont profitent les entreprises situées au sommet de la chaîne d'approvisionnement mondialisée, sont obtenus grâce à une précarisation de l'emploi pour ceux situés au bas de l'échelle. Par ce constat, il est à craindre que le commerce ne contribue en rien à réduire l'injustice sociale et la discrimination entre les sexes dans le secteur exportateur.

Les enquêtes réalisées par Oxfam et ses partenaires dans douze pays ont permis d'interroger des centaines de travailleuses, de nombreux dirigeants d'usines et d'exploitations agricoles, des intermédiaires, des employés de magasins, des représentants des syndicats et des gouvernements. Elles ont révélé comment les détaillants (supermarchés et grands magasins) et les marques de vêtements usent de leur pouvoir dans les chaînes d'approvisionnement mondialisées pour systématiquement faire endosser la plupart des coûts et des risques commerciaux aux fabricants, lesquels les répercutent à leur tour sur les travailleuses. Le premier chapitre du rapport décrit l'impact de ces pratiques sur les travailleuses et leurs familles

- Au Chili, 75% des femmes qui travaillent dans le secteur agricole sont employées via des contrats temporaires de cueillette de fruits et travaillent plus de 60 heures par semaine en saison. Une travailleuse sur trois gagne cependant moins que le salaire minimum.
- Au Bangladesh, moins de la moitié des femmes employées dans le secteur du textile et de l'habillement possèdent un contrat, et la grande majorité ne bénéficie d'aucune indemnité en cas de grossesse ou de maladie ; pourtant, 80% d'entre elles craignent d'être renvoyées si elles se plaignent.
- Dans la province chinoise de Guangdong, une région industrielle qui connaît l'un des taux de croissance les plus élevés au monde, les jeunes femmes prestent 150 heures supplémentaires par mois dans les usines de confection ; 60% d'entre elles n'ont pas de contrat écrit et 90% n'ont accès à aucune couverture sociale.



Au Chili, dans les usines d'emballage de fruits, un tiers des travailleurs gagne - au mieux - le salaire minimum.

Les conséquences de la précarisation de ces emplois dépassent largement le cadre du lieu de travail. La plupart des femmes sont également chargées de l'éducation de leurs enfants ainsi que du bien-être de leurs parents malades ou âgés, dès qu'elles commencent à gagner de l'argent. Elles supportent donc une double charge. Etant donné la faiblesse du soutien accordé par leurs gouvernements ou leurs employeurs, elles subissent une pression susceptible de détruire leur propre santé, de briser leur famille et d'hypothéquer les perspectives d'avenir de leurs enfants. Ces travailleuses, piliers du développement dans de nombreux pays, se voient ainsi refuser leur juste part des bénéfices potentiels du commerce.

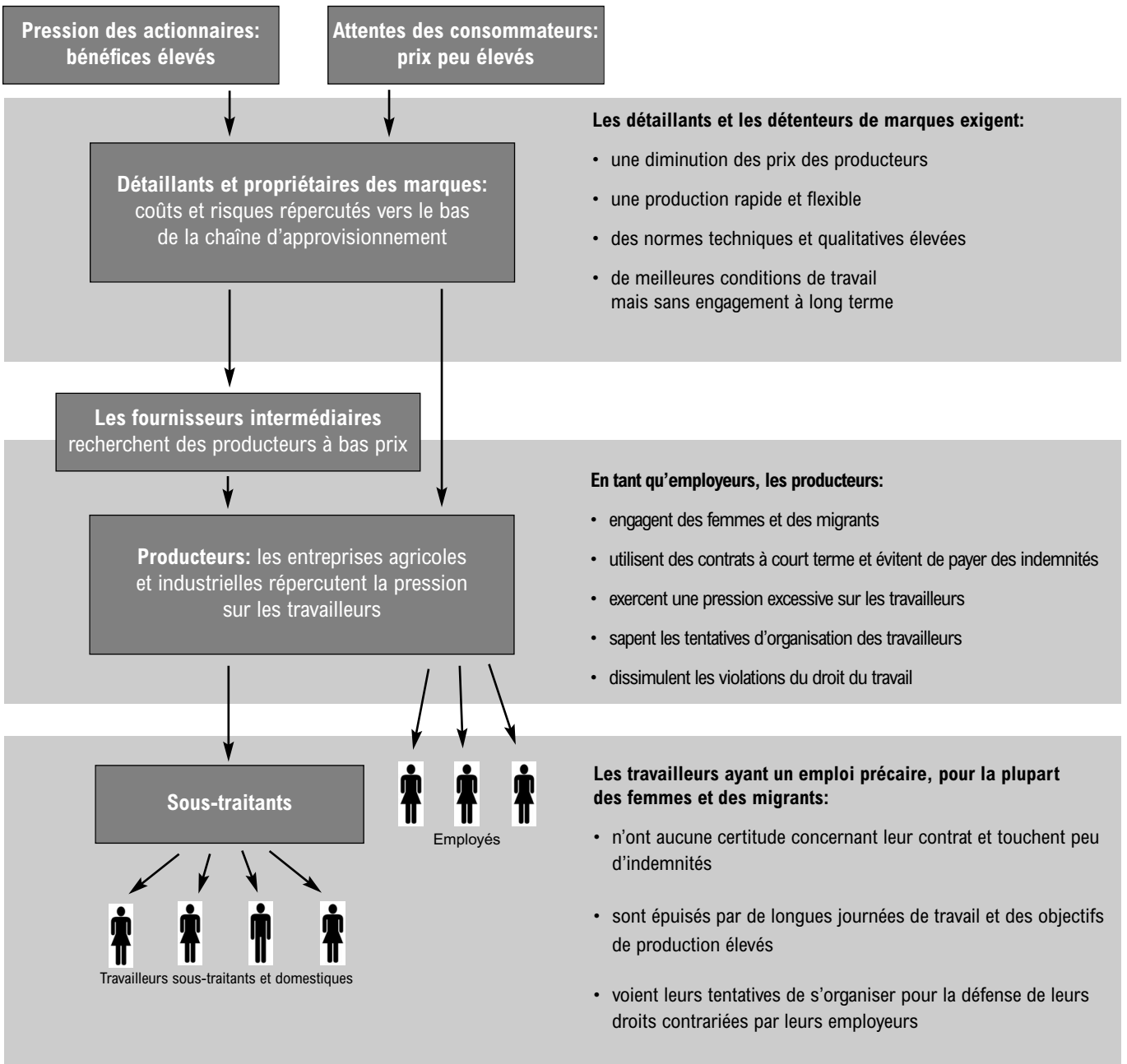
Ces effets sont ressentis par les travailleurs tant dans les pays riches que dans les pays en développement. Les femmes et les migrants issus des communautés pauvres des pays riches (tels que les travailleurs agricoles aux États-Unis et au Canada, ainsi que les travailleurs locaux en Australie et au Royaume-Uni) doivent également faire face à des conditions d'emploi précaires dans des secteurs commerciaux très concurrentiels. Leur situation au bout de la chaîne d'approvisionnement internationale, que leur entreprise se fournisse sur le marché local ou à l'étranger, y contribue autant que la pression concurrentielle exercée par les importations à bas prix.

L'une des causes de ces conditions précaires est le nouveau modèle économique issu de la mondialisation ; il est décrit au deuxième chapitre. Les détaillants et les marques se sont positionnés comme de puissants et incontournables intermédiaires entre les consommateurs et les producteurs. Leurs chaînes d'approvisionnement mondialisées s'étendent depuis les rayons des supermarchés et des magasins de vêtements des grands centres commerciaux jusqu'aux exploitations horticoles d'Afrique et d'Amérique latine et aux usines de confection de Chine et d'Asie du Sud. Wal-Mart, le plus grand détaillant du monde, est à l'origine de cette pratique commerciale: il achète les produits de 65.000 fournisseurs partout dans le monde et les revend à 138 millions de consommateurs par semaine via ses 1.300 magasins répartis dans 10 pays.

La globalisation a énormément renforcé le pouvoir de négociation des détaillants et des marques. Les nouvelles technologies, la libéralisation du commerce et la mobilité des capitaux ont fortement augmenté le nombre de pays et de producteurs susceptibles de les approvisionner ; un nombre toujours croissant de producteurs se disputent donc une place dans leurs chaînes d'approvisionnement. Parallèlement, fusions, acquisitions transnationales et stratégies de prix agressives ont concentré le pouvoir commercial dans les mains de quelques grands détaillants qui peuvent ainsi se bâtir des empires internationaux. Ces entreprises usent de leur énorme pouvoir de négociation auprès des producteurs pour répercuter les coûts et les risques commerciaux vers le bas de la chaîne globale d'approvisionnement mondialisée. Leur modèle économique, orienté vers la maximalisation des profits des actionnaires, exige davantage de flexibilité via l'approvisionnement "en flux tendu" mais aussi un contrôle plus étroit des coûts et des normes, ainsi que des prix toujours en baisse.

Face à de telles pressions, les gérants des entreprises agricoles et industrielles répercutent généralement les coûts et les risques vers le maillon le plus faible de la chaîne, c'est-à-dire les travailleurs. La stratégie de nombreux producteurs en matière d'emploi, est simple: flexibilité et bas salaires. Pour répondre aux commandes fluctuantes et à la baisse des prix, ils engagent à court terme, fixent des objectifs excessifs, et sous-traitent à des producteurs "invisibles" en ne répondant pas aux normes. Pressés de respecter des délais de livraison très courts, ils exigent de leurs employés qu'ils travaillent davantage. Pour minimiser tout risque de résistance, ils recrutent des travailleurs moins susceptibles de se syndiquer (jeunes femmes, souvent migrantes) et intimident ou renvoient ceux qui tentent de défendre leurs droits.

Les pressions exercées sur la chaîne d'approvisionnement créent des emplois précaires



Les gouvernements devraient renforcer la protection des travailleurs contre ces pressions commerciales intenses. Au lieu de cela, nombre d'entre eux ont, au contraire, bradé les droits des travailleurs, au niveau législatif ou dans leur application. Les pressions exercées par les investisseurs locaux et étrangers et les conditions de prêts imposées par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale les ont trop souvent amenés à laisser les exigences de flexibilité de la chaîne d'approvisionnement dicter les normes en matière d'emploi: procédures d'engagement et de licenciement simplifiées, davantage de contrats à court terme, moins d'indemnités et plus d'heures supplémentaires. Il en résulte des bénéfices à court terme pour le commerce et le risque de coûts importants à long terme pour la société.

Les entreprises font de plus en plus état de leur "code de conduite" pour assurer le public de leur souci de respecter les normes du travail tout au long de leur chaîne d'approvisionnement. En réalité, les audits pratiqués dans des exploitations agricoles et des usines se concentrent toujours sur les problèmes existants, et ne s'interrogent pas sur la raison de la persistance de ces problèmes. De nombreuses causes sont possibles, allant de la mauvaise gestion à une faiblesse de la législation nationale en vigueur. Mais l'une des causes fondamentales, longtemps ignorée, est la pression exercée par les détaillants et les marques par leurs propres pratiques d'achat, lesquelles affaiblissent les normes du travail qu'ils prétendent par ailleurs soutenir. Quiconque s'indigne des conditions épouvantables qui règnent dans les usines de confection devrait se demander: par qui le scandale arrive-t-il? La pression exercée sur les travailleurs trouve son origine bien loin de l'usine: elle vient du haut de la chaîne d'approvisionnement, au travers des stratégies des détaillants et des marques, comme le décrit le troisième chapitre. Leurs exigences d'approvisionnement "en flux tendu" ont réduit les temps de production de 30% en moyenne en cinq ans; à ceci viennent s'ajouter des commandes moins prévisibles et moins importantes, ainsi que des coûts de transport aérien élevés en cas de non respect des délais. Les usines marocaines qui fournissent le grand magasin espagnol El Corte Inglés doivent réaliser les commandes en moins de sept jours. *"Les magasins doivent toujours être pleins de nouveaux modèles"*, explique un des directeurs de production. *"Nous mettons tout en œuvre pour respecter les délais... Notre image en dépend."* Mais l'image qu'ils se gardent bien de montrer est celle de jeunes femmes travaillant jusqu'à 16 heures par jour et payées à 40% pour leurs longues heures supplémentaires. Une ouvrière témoigne: *"Une jeune femme, enceinte de sept mois, travaille néanmoins dix heures par jour; comme elle doit produire beaucoup de pièces par heure, le patron ne l'autorise pas à aller aux toilettes. C'est pour elle un véritable calvaire, mais elle ne peut pas se permettre de perdre son travail"*.

La baisse des prix (30% en trois ans pour de nombreux fabricants de vêtements) a intensifié la pression en faveur d'une réduction des coûts. La sous-traitance dans des ateliers aux conditions de travail pires encore constitue une solution courante, quoique inavouée. En l'absence de promesse de continuation des commandes, les appels des acheteurs en faveur de l'amélioration des conditions de travail ne sont suivis d'aucun résultat. Il n'est pas étonnant dès lors de voir de nombreux managers falsifier les dossiers et intimider les travailleurs pour qu'ils répondent "correctement" aux questions.

Le secteur des produits frais (fruits, légumes et fleurs) comporte des risques en soi; la dureté de la position des supermarchés lors des négociations est susceptible de les accroître encore. Comme le montre le chapitre 4, ce sont les agriculteurs du monde entier qui doivent supporter les coûts et les risques quand les supermarchés fixent les prix bien après que les produits aient été acheminés, quand ils exigent l'exclusivité et ensuite annulent les commandes, et quand ils pratiquent des promotions à prix plancher afin d'atteindre leurs propres objectifs de ventes. *"Le seul jambon qui reste dans le sandwich est le coût de la main-d'œuvre"*, déclare un producteur de pommes sud-africain

qui exporte pour Tesco, le plus grand supermarché britannique. *“S’ils nous pressent, ils n’y a que là que nous pouvons nous-mêmes répercuter la pression”*. Pas étonnant dès lors que ces exploitants agricoles emploient de plus en plus de femmes sous contrat temporaire pour travailler 11 heures par jour dans les champs, pour un salaire de misère, sans indemnités de maladie ou de maternité et sans sécurité de revenu!

Le monde est mûr pour le commerce équitable

Dans le cadre de la campagne d'Oxfam intitulée “Make Trade Fair” (“Pour un Commerce équitable”), nous nous joignons à nos partenaires à travers le monde pour exiger que les femmes qui travaillent dans la chaîne d’approvisionnement de certaines des entreprises les plus puissantes de la planète reçoivent la part qui leur est due des bénéfices engendrés par le commerce. Leurs expériences et leurs luttes sont au cœur de ce rapport et de notre campagne internationale.

Ensemble, nous demandons:

- aux entreprises (détaillants et marques) de faire en sorte que le respect des droits du travail fasse partie intégrante de leur stratégie commerciale d’approvisionnement, en particulier en évaluant l’impact de leurs propres pratiques d’achat et d’approvisionnement sur la manière dont les producteurs engagent et traitent leurs travailleurs
- aux producteurs et aux fournisseurs à travers le monde d’offrir à leurs employés des emplois décents, de respecter le droit des travailleurs à s’affilier à un syndicat et à négocier de manière collective, et de supprimer les discriminations à l’encontre des travailleuses
- aux gouvernements du Nord et du Sud de la planète de cesser de brader les droits des travailleurs dans les législations nationales ou dans leur application, et de faire respecter les normes internationales en matière de travail afin de promouvoir des emplois décents qui contribueront à réduire les injustices, à favoriser les rapports équitables entre les sexes et le développement
- au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale de défendre les droits des travailleurs, outils fondamentaux pour réduire les injustices et promouvoir l’équité entre les sexes
- aux investisseurs institutionnels (actionnaires et fonds de pension) d’user de leur influence sur les marchés d’investissements pour promouvoir des pratiques d’approvisionnement qui respectent les normes internationales du travail
- aux consommateurs d’insister auprès des détaillants et des détenteurs de marques pour que leurs pratiques d’achat et d’approvisionnement visent à soutenir, et non à affaiblir, les droits des travailleurs.



Dans les plantations fruitières d’Afrique du Sud, les femmes sont engagées années après années sous contrats saisonniers et temporaires.



Toby Adamson/Oxfam

La globalisation et le commerce ont offert un travail rémunéré à des millions de femmes dans les pays en développement. Leur travail contribue à augmenter la prospérité mondiale et les bénéfices des entreprises les plus puissantes de la planète. Cependant, ces femmes se voient systématiquement refuser la part de bénéfices qui leur revient. Ne pas remédier à cette injustice ne fera que perpétuer un modèle de mondialisation qui ignore le sort des plus injustement discriminés.

Le rapport met en lumière le système de “deux poids, deux mesures” qui caractérise les pratiques commerciales issues de la globalisation. En exigeant des systèmes d’approvisionnement plus rapides, plus flexibles et moins coûteux, les entreprises érodent les normes de travail qu’elles prétendent par ailleurs défendre. Ce sont les travailleuses et leurs familles qui en paient le prix. Nombre d’entre elles doivent se contenter de contrats incertains ; elles subissent d’intenses pressions en vue d’augmenter leur productivité et des intimidations sur leur lieu de travail. Trop souvent, les gouvernements, soucieux d’attirer les investissements et de développer les exportations, accentuent encore davantage le problème. Au lieu de renforcer les droits des travailleurs, il les ont tout simplement... marchandisés.

Oxfam et ses partenaires à travers le monde font campagne pour mettre fin à ce système de “deux poids, deux mesures”, et pour que le commerce se fasse aussi au bénéfice des travailleurs.

Vous pouvez vous procurer un exemplaire du rapport complet, du résumé, ainsi que d’autres informations concernant la campagne d’Oxfam “Make Trade Fair” en consultant le site www.maketradefair.com

Une version imprimée du rapport en anglais peut être obtenue auprès du distributeur d’Oxfam: BEBC, PO Box 1496, Parkstone, Dorset BH12 3YD, tél.: +44(0)1202 712933 ; fax: +44(0)1202 712930 ; oxfam@bebc.co.uk

Oxfam International est une confédération de douze agences de développement actives dans 120 pays en développement: Oxfam Amérique, Oxfam en Belgique, Oxfam Canada, Oxfam Australie, Oxfam GB, Oxfam Hong Kong, Intermon Oxfam (Espagne), Oxfam Irlande, Novib Oxfam Pays-Bas, Oxfam Nouvelle-Zélande, Oxfam Québec, et Oxfam Allemagne.

© Oxfam International 2004

www.pouruncommerceequitable.com

**POUR UN
COMMERCE
ÉQUITABLE**
www.pouruncommerceequitable.com

